

Rapport moral et d'orientation de Pascal MARTENS

Dijon, 14 juin 2024

Mesdames et Messieurs les élus, mes chers collègues et amis, chers partenaires,

J'ai encore le plaisir de vous accueillir cette année pour partager le bilan annuel de nos actions et dessiner leurs perspectives. Je tiens tout d'abord à remercier la DRAAF de BFC qui nous accueille dans ses locaux, signe de notre partenariat et de la confiance construite au fil des années. Merci à vous, et je reviendrai sur ce point.

Vous le savez peut-être, GDS France célèbre cette année ses 70 ans d'existence au service de l'action sanitaire collective. Une belle occasion de se retourner pour regarder le chemin accompli et comprendre d'où l'on vient pour savoir où l'on va.

Les GDS ont été créés dans les années 50 pour accompagner l'action de l'Etat sur la lutte contre la tuberculose bovine, en partant du constat que le seul moyen d'être efficace contre une maladie contagieuse était d'impliquer tous les acteurs concernés par cette lutte et au plus près du terrain. Les temps, les maladies, les contextes, les hommes ont bien évidemment changé mais ce constat reste toujours une évidence, et la raison d'être des GDS se résume toujours en ces 3 mots : l'action sanitaire collective.

Agir pour ne pas subir

L'action est le cœur d'activité des GDS : anticiper, surveiller les dangers sanitaires pour mieux les maîtriser, voire les éradiquer, et ainsi protéger la santé des animaux, et parfois celle des hommes dans le cas des zoonoses. Agir, c'est déjà s'engager et mon souhait le plus cher est que les éleveurs maintiennent leur engagement dans l'action sanitaire afin qu'ils prennent en main leur destin et ne le subissent pas. Pour illustration, au-delà des maladies réglementées par l'Etat, notamment les zoonoses comme la tuberculose et la brucellose, les éleveurs ont été à l'origine de nouveaux programmes collectifs de lutte. On peut citer le varron, l'IBR, la BVD, le SDRP, les plans de surveillance des avortements. A chaque fois ces programmes initiés par la base s'appuient sur le pragmatisme des acteurs de terrain et visent à rechercher les solutions les plus efficaces. Un autre exemple me vient à l'esprit : la lutte contre l'antibiorésistance s'est appuyée sur le travail des vétérinaires et des éleveurs qui ont réfléchi et œuvré pour modifier leurs pratiques et apprendre à limiter le recours aux antibiotiques. Sans cet engagement des acteurs de la base, le plan ECOANTIBIO n'aurait pas connu le succès qu'on lui connaît : une réduction de plus 50% de l'usage

des antibiotiques en élevage alors que la santé humaine peine à contenir son niveau d'utilisation. N'hésitons pas à le faire savoir ! Les mesures sanitaires sont souvent ressenties comme des contraintes par les éleveurs et notre action vise également à les convaincre de l'intérêt et de l'importance de ces mesures. Ces programmes sont souvent longs et coûteux, mais une fois aboutis, les éleveurs ne veulent plus faire marche arrière : chaque acquis sanitaire est une plus-value, ou plutôt une « moins-perte », pour l'élevage et apporte bien souvent une valorisation commerciale. La France est reconnue à la fois pour son excellence génétique et son excellence sanitaire. Deux atouts considérables dans un monde très ouvert aux échanges, et la plupart des marchés sont conditionnés à des garanties sanitaires : il suffit de lire un certificat d'export pour s'en convaincre. Cette efficacité sanitaire est reconnue par l'Etat au travers de la reconnaissance du statut d'OVS et par la délégation de la surveillance de certaines maladies confiée aux GDS. A ce propos, nous attendons la sortie des textes nous permettant de nous engager dans le renouvellement de notre agrément, l'échéance 2025 est proche et je ne voudrais pas monter ce dossier dans la précipitation.

Des menaces sanitaires toujours présentes

On aurait pu croire après l'élimination des grands fléaux comme la tuberculose, la brucellose et la fièvre aphteuse que la mission des GDS toucherait enfin à sa fin. Malheureusement, la résurgence de la tuberculose dans certains départements français nous montre qu'un acquis sanitaire n'est jamais définitif, et que la vigilance reste toujours nécessaire. Mais, plus grave encore, l'expérience des dernières décennies nous a révélé de nouvelles menaces sanitaires largement favorisées par les échanges mondiaux et le dérèglement climatique. Les crises sanitaires aux acronymes barbares ne cessent de se succéder : ESB, PPC, FA, FCO et ses sérotypes multiples, IAHP, SBV, frelon asiatique, FPA, MHE, etc. Ces crises nous ont touchés et de nouvelles sont à nos portes et pourront encore faire des ravages. A ce propos, je souligne notre crainte d'un automne 2024 difficile si la MHE et le nouveau variant de FCO à sérotype 8 viennent à remonter du sud sur notre territoire et si la FCO à sérotype 3 vient à descendre du nord : notre région est à la croisée de tous ces chemins périlleux ! J'invite tous les éleveurs à suivre l'actualité sanitaire sur notre site www.gdsbfc.org pour y trouver les informations et les recommandations face à ces dangers émergents. Hélas, d'autres nous guettent, comme le virus de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo, transmissible à l'homme, qui nous interroge sur la gestion des réservoirs sauvages, en l'occurrence des tiques qu'on a déjà trouvées porteuses de ce virus dans le sud-ouest de la France. Il y a parfois des choix à faire entre la santé publique et la préservation de certains environnements naturels, et j'appelle à la réflexion sur cette question. Les effets de ces maladies peuvent être délétères pour les animaux et leurs éleveurs. A

titre d'exemple, je rappelle que les élevages de porcs abattus pour prévenir la diffusion de la PPA en Belgique n'ont pas pu se relever et ont finalement disparu : triste destinée pour ces éleveurs qui ont eu la mauvaise idée de se trouver à proximité de sangliers atteints par une maladie arrivée on ne sait comment sur leur territoire... Vous l'aurez compris, les menaces sanitaires ne sont pas prêtes de s'éteindre, et l'action des GDS vise à les anticiper et à les prévenir. Je regrette que nos alertes nationales sur la MHE n'aient pas été entendues dans les mois qui ont précédé son arrivée en France. Nos collègues du sud-ouest auraient pu se préparer à affronter ce tsunami, et j'espère que nous n'aurons pas à vivre le même en 2024... J'ai déjà utilisé l'image pour les GDS d'une armée à entretenir en temps de paix pour se préparer à la guerre, et elle est hélas toujours d'actualité. Je regrette que notre Conseil Régional ne l'ait pas compris, à la différence d'autres régions qui soutiennent largement l'action sanitaire sur leur territoire. A lui seul le nom de notre région évoque deux produits agricoles mondialement reconnus. Comment comprendre la désaffection des élus de notre région pour son agriculture qui est une des principales sources de sa richesse, économique et culturelle ? Cela me désole tant sur le fond que sur la forme, car le Conseil Régional reste sourd à toutes nos demandes. Pour anecdote, avec le GDS de Saône-et-Loire, nous avons rencontré les éleveurs en colère du Mouvement Sans Etiquette (MSE) à leur demande. Nous avons répondu à leurs questions sur les actions sanitaires conduites par les GDS, mais, même si je pouvais comprendre leur colère, je suis resté fermement opposé à leur demande de nous associer à eux pour manifester à l'encontre du Conseil Régional et de sa politique agricole. J'espère que celui-ci finira par entendre raison et saura se reconnecter au monde rural de notre territoire. Sinon, je crains le pire...

Agir ensemble

La dimension collective de l'action sanitaire est sans doute la plus essentielle, et la plus belle à mes yeux. Ensemble, les éleveurs peuvent s'organiser, s'encourager à agir, faire entendre leur voix et leur pragmatisme afin d'adapter les programmes de lutte à leurs spécificités. La France est un pays disposant d'une incroyable diversité de terroirs et de savoir-faire, et cela est encore plus vrai avec l'élevage. Malgré toutes nos différences, les GDS ont su conduire des programmes nationaux, même si ce n'est pas toujours facile, j'en conviens ! L'éradication de l'IBR en 2027, celle de la BVD visée en 2030, qui aurait pu y croire, combien n'y ont pas cru ou n'y croient pas encore ? Merci à l'Etat d'y croire en soutenant financièrement la fin de l'éradication de l'IBR, nous ferons tout pour être à la hauteur de ce défi. Ensemble, les GDS de BFC ont su proposer une expérimentation sur 3 départements avec un Arrêté pour gérer le risque BVD dans les mouvements. Il nous faut tirer les conclusions de cette expérimentation pour pouvoir l'étendre aux autres départements qui attendent cette mesure indispensable à la maîtrise de cette maladie. Ensemble, les GDS peuvent construire des stratégies et des outils partagés et j'espère que nos groupes de travail BVD et Besnoitiose que nous

venons de monter illustreront bientôt mon propos. Ensemble, les éleveurs font face à des fléaux sanitaires en mutualisant leurs moyens pour aider les élevages touchés par des maladies. Le FMSE, initié par les GDS, le FMGDS, héritier de la caisse Fièvre aphteuse, les CSSA créées lors de l'arrivée de la FCO, les caisses coup dur des GDS départementaux illustrent cette volonté mutualiste des éleveurs. Là aussi, il y a sans doute des réflexions à conduire pour fluidifier ou mieux articuler ces dispositifs, mais la volonté est là et on ne peut qu'en être fier ! Ensemble avec toutes les filières pour construire un OVS multispèces. La tâche n'est pas toujours facile, mais, comme vous l'avez vu dans notre rapport d'activités, notre organisation en sections par espèce permet de construire des actions sanitaires répondant aux besoins de chaque filière et nos échanges au sein du conseil d'administration nous font partager nos problématiques et nos regards : c'est toujours enrichissant ! Ensemble avec nos partenaires, nous agissons pour améliorer notre situation sanitaire. Je voudrais citer et remercier ici nos nombreux partenaires, techniques, politiques ou financiers : les vétérinaires et leur GTV, les laboratoires d'analyses, l'administration et en particulier la DRAAF et le SRAL, les opérateurs commerciaux, les interprofessions, les Chambres d'agriculture, les syndicats et les OPA, la FREDON, les GDSA, les élus politiques, les collectivités territoriales qui soutiennent nos actions, et même le Conseil régional qui nous aide encore bien modestement ! Ensemble les éleveurs et les vétérinaires de notre région ont su monter un dispositif d'accès au médicament de la prévention pour un usage raisonné et à un prix raisonnable : j'espère que nous trouverons une sortie honorable pour notre PSE. L'expérimentation que nous proposons dans le cadre des réflexions sur le maillage territorial doit être une source de partenariat renforcé entre les éleveurs et leurs vétérinaires. Nos partenariats multiples et variés illustrent bien le fait que l'indépendance des GDS, qui est une exigence pour la reconnaissance des OVS, ne signifie pas isolement. Le GDS se doit d'être « laïc », au sens où il reconnaît toutes les sensibilités, mais il travaille d'abord dans l'intérêt de tous. Un grand merci à vous pour ces coopérations et échanges multiples. Entretenir toutes ces relations est une tâche très prenante mais elle fait la richesse de la fonction de président que j'essaie d'assumer ! J'espère que mon ou mes successeurs auront le même plaisir que moi à l'assurer. Je ne vous annonce pas encore mon départ, mais je tiens à préparer ma succession car je sais l'ampleur des chantiers qui nous attendent encore. Nous avons commencé à construire une équipe au sein de GDS BFC avec l'appui d'un consultant. J'espère que ce projet débouchera sur une équipe régionale d'élus comme de salariés, complices et motivés, et porteuse de projets pour notre belle région. Je sais qu'ils pourront compter sur la petite équipe des quatre salariés de GDS BFC que je tiens à remercier pour leur motivation et leur cohésion.

Merci à vous pour votre présence, votre soutien et votre attention !

Pascal MARTENS